

LA LETTRE

1059

17/01/2020

du Snudi Force Ouvrière

Hebdomadaire du Snudi FO

A
U

S
O
M
M
A
I
R
E

Page 2 :

Note syndicalisation 2020 : reprise des cartes
Val d'Oise : courrier du SNUDI-FO 95 à ses adhérents

Page 3 - 4 - 5 - 6 :

Aisne : constitution d'une caisse de grève

Page 7 :

Val-de-Marne : courrier à la DASEN
Permutations : mail clé en main : "*vérifiez votre barème*"

Page 8 - 9 :

Ain : Direction d'école - avis votés au CHSCT01
Morbihan : courrier intersyndical

Page 10 :

Evaluations CP : courrier du SNUDI-FO au ministre

Annexes :

SNUDI FO

Syndicat National Unifié des
Directeurs, Instituteurs et
Professeurs des Ecoles de
l'Enseignement Public
Force Ouvrière

6, rue Gaston Lauriau -
93513 Montreuil Cedex

ISSN 1271 - 4437
CPPAP n° 0910 S 07512
Imprimé par nos soins

Directeur de la Publication:
Frédéric VOLLE

Assistance OGAC (pal) : pour tout problème
contactez ogacsupp@gmail.com ou
téléphonez au 06 59 15 99 38

Site public : <http://www.fo-snudi.fr>

Site privé sur lequel vous retrouvez la LSN : <http://lsn.fo-snudi.fr>

Utilisateur : **lsn**

Mot de passe : **syndicat**

BO : <http://www.education.gouv.fr/pid285/le-bulletin-officiel.html>

Légifrance : <http://www.legifrance.gouv.fr>

Note syndicalisation 2020 : reprise des cartes

Nous sommes dans un contexte de grève depuis le 5 décembre. Les militants du SNUDI dans chaque département sont au four et au moulin pour organiser la mobilisation : AG, manifestations, intersyndicales, actions ... se succèdent à un rythme soutenu.

Les personnels constatent que notre syndicat, fédéré et confédéré, est en première ligne dans ce conflit inédit.

Dans ce contexte, le SN invite les syndicats départementaux à engager une campagne ambitieuse de syndicalisation 2020, et à proposer largement aux personnels de se (re)syndiquer au SNUDI, le syndicat qui, se bat pour le retrait de la réforme, qui prend ses responsabilités pour organiser la grève et pour réunir les personnels, qui fait circuler toutes les informations ...

Le SN propose quelques pistes aux syndicats départementaux afin de syndiquer dès maintenant les collègues : Envoyer un courrier type à chaque adhérent 2019. Vous trouverez ci-dessous à titre d'exemple le courrier envoyé par le SNUDI-FO 95 à ses adhérents

Solliciter également des contacts du syndicat, des ex-adhérents qui peuvent désormais faire le choix d'adhérer ou de ré-adhérer au vu de l'activité du SNUDI-FO

Organiser des tournées d'écoles, en ciblant prioritairement les écoles où sont affectés les adhérents 2019

Pour collecter les cartes, s'appuyer sur les adhérents/militants qui se sont dégagés depuis la bataille engagée contre la réforme Macron

Enfin, pour organiser cette campagne d'adhésion, le SN rappelle l'importance de réunir régulièrement les instances du syndicat afin que les initiatives du SNUDI-FO soient élaborées collectivement. Les militants sont certes bien occupés mais, même en période de mobilisation intense, la bonne santé du syndicat passe par la réunion des instances, bureaux et conseils syndicaux.

N'hésitez pas à saisir le SN pour toute question ou tout problème.

Bon courage !

Le SN

Le courrier envoyé par le SNUDI-FO 95 à ses adhérents :

Cher(e) adhérent(e)

En ce début d'année civile, nous te proposons de renouveler ton adhésion 2020 au SNUDI-FO 95.

Tu connais le dévouement des militants du SNUDI-FO 95 pour défendre les collègues individuellement et collectivement. Tu connais aussi le combat du SNUDI-FO 95 pour défendre nos conditions de travail.

Tu as pu constater également la place qu'occupe notre syndicat dans la mobilisation et la grève pour le retrait du projet de réforme des retraites par points.

En renouvelant ton adhésion tu nous témoignes ta confiance, tu renforces le syndicat pour peser face à la hiérarchie.

Il est aussi important d'essayer de faire adhérer autour de toi surtout en cette période de mobilisation.

Amitiés syndicalistes

Aisne : constitution d'une caisse de grève

Soissons, le 13 décembre 2019

La réunion du Conseil Syndical est ouverte sous la présidence de Dominique JOSIELOWSKI, secrétaire départementale.

La secrétaire départementale fait constater à l'assemblée que sur les 26 membres du Conseil syndical, 19 sont présents. Le quorum étant réuni, celui-ci peut donc délibérer valablement.

La secrétaire départementale fait la lecture du projet de délibération.

1 - Constitution d'une caisse de solidarité dans le cadre de la mobilisation du 5 au 21 décembre 2019

Le SNUDI-FO 02 constitue une provision sur ses fonds propres de 5 000 euros.

La caisse de solidarité peut également être abondée par le biais de collectes et d'appels aux dons auprès de sympathisants, et de syndiqués totalement déchargés.

Le trésorier devra faire un reçu pour chaque don collecté .

Attention : contrairement à la cotisation syndicale, la somme ne génère pas de crédit d'impôt.

2 - Bénéficiaires de la caisse de solidarité

Ce soutien financier bénéficiera aux adhérents du SNUDI-FO 02 à jour de leur cotisation pour 2019 et/ou à ceux ayant anticipé leur cotisation 2020 avant le 5 décembre 2019, en faisant une demande auprès de la caisse de grève dans le cadre de la grève reconductible du 5 au 21 décembre 2019.

Le nombre de jours de grève effectués doit être d'au moins 3 jours entre le 5 et le 21 décembre 2019 (preuve de la fiche de paie demandée).

3 - Conditions pour obtenir un soutien financier

Fournir la ou les fiche(s) de paie, avec la mention du nombre de jours pour service non fait.

Le bénéficiaire pourra griser certaines lignes, tant que celles mentionnant les nom, prénom, adresse, grade, indice, et ligne « service non fait » apparaissent.

Remplir la pièce comptable qui servira au trésorier de la caisse de grève.

4 - Montant des aides octroyées par jour de grève

Le soutien financier sera forfaitaire ; l'aide octroyée sera de 33 € maximum par jour.

5 - Limites des aides octroyées

Si le nombre de demandes excède le montant de la caisse, on calcule le dépassement de la demande (total des aides – montant de la caisse) et on la divise par le nombre de demandes. On retire le résultat de chaque aide.

Le Conseil syndical du SNUDI-FO 02, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents :

- DÉCIDE de créer une caisse de grève contre le projet Macron-Delevoye ;**
- MANDATE le trésorier du SNUDI-FO 02 pour assurer la gestion comptable de cette caisse et conserver tous les justificatifs à produire.■**

Aisne : constitution d'une caisse de grève (suite)

Objet : Solidarité caisse de grève FO - mobilisation contre le projet Macron-Delevoye

Chère-cher collègue, adhérent-e au SNUDI-FO 02

Tu sollicites ton syndicat pour une demande d'aide via la caisse de grève, fruit d'une solidarité ouvrière (c'est ce qui garantit notre entière indépendance) constituée essentiellement des cotisations des adhérents au SNUDI-FO, ainsi que des dons reçus dans le cadre de la collecte par les syndicats FO pour une caisse de grève contre le projet Macron-Delevoye.

C'est sur le même modèle que nos syndicats départementaux, nationaux, fédérations ou encore unions départementales ont pu soutenir solidairement d'autres camarades et salariés en lutte.

Cette caisse n'est pas inépuisable et doit pouvoir servir dans le cadre de la reconduction de la grève. Notre volonté est de partager de la manière la plus juste et dans la limite de notre enveloppe.

Le Conseil Syndical, réuni le 13 décembre 2019 a statué sur les modalités de demande de participation sur la caisse de grève :

Dans le cadre de la grève du jeudi 5 au samedi 21 décembre, les collègues sollicitant une aide financière verront apparaître un prélèvement « *service non fait* » sur leur bulletin de salaire à venir (janvier, ou février, etc...).

Compléter le document joint et nous le renvoyer de préférence par mail ou par voie postale au syndicat (coordonnées dans l'en-tête),

Joindre une copie du bulletin de salaire disponible sur le site de l'ENSAP <https://ensap.gouv.fr> portant la mention « *service non fait* ». Vous pouvez griser les lignes que vous ne souhaitez pas voir apparaître et ne laisser lisibles que **celles mentionnant vos nom et prénom, adresse, grade et la ligne intitulée « *service non fait* ».**

NOTA BENE : les informations personnelles ainsi que la copie du bulletin de salaire seront conservées dans nos archives comptables comme pièces confidentielles. La réglementation en vigueur impose au syndicat de conserver toute trace et justificatifs d'un mouvement financier. Ces documents sont à la discrétion du trésorier du syndicat.

Reçois, chère-cher collègue, nos salutations syndicales.

Pour les membres du Conseil Syndical du SNUDI-FO 02
Jean-Pierre CHATARD, Trésorier départemental du SNUDI-FO 02

Aisne : constitution d'une caisse de grève (suite)

DEMANDE D'AIDE

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse complète : _____
Grade : _____
Téléphone personnel : _____

		Partie réservée à la trésorerie	
Je sollicite l'aide de la caisse de grève FO pour la grève du 5 au 21 décembre 2019, contre le projet Macron-Delevoye.			
Nombre de jours de grève effectués :		Accord <input type="checkbox"/>	
Je joins à cette demande une copie de mon / mes bulletin(s) de salaire sur le(s)quel(s) apparaît la retenue de salaire pour service non fait. <input type="checkbox"/>			
Je souhaite recevoir l'aide de la caisse de grève à mon domicile par chèque. <input type="checkbox"/>		Montant de l'aide accordée : euros	
Date et signature :		Paiement effectué par	
		chèque n° _____ le _____	
		Signature trésorerie :	

► Fiche à retourner à l'adresse du syndicat, accompagnée des pièces demandées.

Fiche indispensable pour archivage trésorerie du syndicat SNUDI-FO 02

Aisne : constitution d'une caisse de grève (suite)

Solidarité financière avec les instituteurs et professeurs des écoles en grève reconductible !

A l'heure où nous livrons une lutte contre le projet Macron-Delevoye,
nous sommes heureux de pouvoir compter sur votre soutien.

Il contribuera à la mobilisation **et à la grève du 5 au 21 décembre contre le projet Macron-Delevoye
d'une retraite universelle par points.**

Pour tout don, un reçu vous sera envoyé.

Le Conseil Syndical du SNUDI-FO 02 s'est réuni, a précisé les modalités de demande
et de reversement en solidarité et rendra compte de son utilisation.

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Code postal : Ville :

Courriel (adresse e-mail) :

Je verse euros

ATTENTION :

contrairement à la cotisation syndicale, la somme ne génère pas de crédit d'impôt.

Par chèque à l'ordre du SNUDI-FO 02 (ajouter au dos du chèque « caisse de grève »).

A envoyer à l'adresse suivante : SNUDI-FO 02 – 11 bis rue de Fère – 02400 CHÂTEAU-THIERRY

Val-de-Marne : courrier intersyndical au DASEN

Les organisations syndicales SNUDI-FO 94, SNUipp-FSU 94, SUD Education 94, CGT Educ'action 94

A Madame l'Inspectrice d'Académie du Val-de-Marne

Créteil le 9 janvier 2020

Objet : demande de suspension des prélèvements pour les jours de grève contre la réforme des retraites

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Par le présent courrier, nous avons l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la suspension des prélèvements pour les jours de grève depuis le 5 décembre tant que le conflit n'est pas terminé.

En tout état de cause, nous vous demandons qu'aucun retrait de salaire concernant les jours de grève pour le retrait du projet gouvernemental sur les retraites ne soit effectué sur les salaires de janvier.

Dans l'attente de votre réponse, soyez assurée, madame l'Inspectrice d'Académie, de toute notre considération.

Pour le SNUDI-FO 94, Luc BENIZEAU
Pour le SNUipp-FSU 94, Cécile QUINSON
Pour SUD Education 94, Morgane TATIBOUET
Pour la CGT Educ'action 94, Ana MACEDO

Permutations : mail clé en main : "vérifiez votre barème"

Le serveur pour que les collègues vérifient leur barème va ouvrir mercredi 22 janvier. Ce serveur fermera le 5 février.

Au vu de la loi Fonction publique, il est important d'alerter les collègues, encore plus qu'auparavant. Le SN vous propose un mail "*clé en main*".

"Permutations : vérifiez votre barème".

Le serveur (I-Prof - Siam) pour vérifier ton barème va ouvrir du 22 février au 5 mars. Comme tu le sais, depuis cette année, le SNUDI-FO n'aura pas accès à ton barème et ne pourra donc pas t'alerter en cas de problème.

Il est donc essentiel que tu te connectes afin de vérifier ton barème. A partir de là, nous te proposons de revenir vers le SNUDI-FO afin de voir si ton barème est juste ou non et afin que le SNUDI-FO t'aide à argumenter auprès de l'administration."

Ain : Direction d'école - avis votés au CHSCT01

AVIS N° 1 LES MESURES MINISTERIELLES

Lors du GT sur la direction du 5/11 et du CHSCT M du 6/11, le Ministre a indiqué les mesures qu'il entendait prendre sur la direction d'école.

Le CHSCT de l'Ain s'oppose aux annonces ministérielles.

- Les personnels et leurs organisations syndicales ne sont pas demandeurs d'un quelconque statut de directeur d'école, supérieur hiérarchique. Ils l'ont exprimé à plusieurs reprises, notamment lors des grèves pour le retrait de la loi sur l'école dite de la confiance.
- Les personnels considèrent que la mise en œuvre d'un questionnaire sur les conditions de travail est une annonce qui vise à ne pas répondre et éviter de prendre en compte les revendications exprimées par les syndicats au nom des personnels.
- Le CHSCT D s'oppose à l'organisation de permanences ou « espace de parole » où les directeurs seraient invités à confier leurs difficultés professionnelles à leur supérieur hiérarchique. En effet, les IEN sont chargés de leur évaluation. Par ailleurs, ceux-ci ne pourront pas répondre dans la mesure où les conditions de travail dégradées des directeurs sont la conséquence directe des réformes menées par le Ministre.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES :

Le questionnaire envoyé aux directeurs conduit à limiter la problématique de la direction d'école aux seuls directeurs alors qu'elle concerne tous les enseignants.

Les réponses à ce questionnaire sont un cruel désaveu pour le Ministre, qui tente d'imposer un statut de directeur ou de chef d'établissements du 1^{er} degré.

Seulement 11% des directeurs se sont prononcés en faveur d'un tel statut.

A NOTER : reunion Syndicale du SNUDI FO 01 spécial direction d'école le jeudi 19 mars 2020 à Bourg en Bresse (modalités de participation à venir)

AVIS N° 2 LES POSTES

Le CHSCT D de l'Ain considère que la dégradation des conditions de travail des directeurs est largement le résultat des suppressions de postes et de structures.

Les directeurs sont amenés très souvent à gérer à l'interne les situations de non remplacement et à assurer l'accueil des élèves lorsque des enseignants sont absents.

Le CHSCT D demande donc la création de postes de titulaires remplaçants à la hauteur réelle des besoins, pour pallier aux remplacements liés à la mise en œuvre d'une formation continue sur le temps de travail.

Les directeurs et les adjoints effectuent des tâches dites préparatoires aux visites de la médecine scolaire.

Le CHSCT D demande le recrutement de médecins scolaires et d'infirmières de secteur pour les écoles, comme pour les collèges.

La politique dite de l'école inclusive fait supporter aux directeurs comme aux collègues adjoints des situations devenues ingérables et une surcharge de travail. Cette

politique s'est accompagnée de la disparition des postes et structures de l'enseignement spécialisé.

Le CHSCT D demande donc la restitution de tous les postes RASED supprimés ces dernières années, la réouverture des structures pour les enfants en difficultés, exclus, de fait, par l'institution, d'un droit à la scolarisation adaptée à leur situation.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES :

L'Administration dit que ce n'est pas le lieu car le CHSCT n'a pas compétence à créer des postes.

AVIS N° 3 LA PROTECTION FONCTIONNELLE

Les directeurs d'école sont les 1^{eres} cibles de différents groupes de pression (élus, parents...)

Le CHSCTD considère que ce n'est pas aux directeurs d'assumer la mission de protéger leurs collègues de travail.

En cas d'agression verbale, physique ou diffamatoire, le CHSCT de l'Ain exige que la protection fonctionnelle soit mise en œuvre systématiquement pour tout enseignant, directeur ou non.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES :

Pas de commentaire de l'Administration, alors que dans le département, depuis la rentrée, déjà 2 directeurs ont déposé une demande de protection fonctionnelle !

AVIS N° 4 L'ECOLE DITE « INCLUSIVE »

Si Les directeurs ne sont pas contre l'inclusion des élèves, force est de constater qu'ils sont les victimes directes de la partie « école inclusive » de la loi Blanquer, qui leur a transféré tâches et missions supplémentaires en grande quantité.

• Gestion des AESH le CHSCTD considère que ce n'est pas aux directeurs d'assurer le suivi des AESH (absences, remplacements...) mais bien à leur employeur. Le CHSCTD demande que tous les AESH en CDD comme en CDI soient employés et suivis par la DSDEN. Dans l'attente, le CHSCT demande le recrutement immédiat de personnel adm au Lycée Quinet à hauteur des besoins nécessaires pour le suivi des AESH en CDD.

• Gestion des élèves en attente de notifications MDPH. Le CHSCTD demande que les dossiers soient traités par la MDPH avant le début d'année scolaire et l'accélération des procédures.

• EE et de suivi à n'en plus finir pour essayer de régler des problèmes d'enfants ingérables. Le CHSCT D demande que les directeurs aient la liberté d'assister aux équipes éducatives et de suivi.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES :

Là encore, aucun commentaire de la DASEN alors que c'est un des problèmes essentiels auxquels les directeurs mais aussi tous les collègues sont confrontés.

Actualités

AVIS N° 5 LES AIDES ADMINISTRATIVES

La suppression de tous les personnels chargés de l'aide administrative des directeurs a considérablement alourdi le travail de ceux-ci.

LE CHSCT D demande donc la création d'emplois pérennes sous statut afin d'aider les directeurs d'écoles dans leurs tâches administratives.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES :

Ce n'est pas de la prérogative du CHSCT, dit la DASEN

AVIS N° 6 LES DECHARGES

Face à l'augmentation de la charge de travail des directeurs ces dernières années, le CHSCTD demande à ce que le temps de décharge soit augmenté pour tous les directeurs. Il demande aussi que tous les directeurs soient déchargés d'APC et que les réunions de directeurs soient déduites des heures d'animations pédagogiques.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES

Le Ministre a annoncé en novembre qu'une journée de décharge supplémentaire devra être octroyée à chaque directeur. La DASEN s'engage à satisfaire toutes les demandes, certains directeurs ayant choisi d'avoir cette journée plus tard dans l'année scolaire.

Mais le manque de remplaçant est criant ; avec quels moyens compte-t-elle mettre en œuvre cette mesure ? Une suppression de 7 postes à la rentrée prochaine dans l'Ain est annoncée, alors que l'Ain manque de TR, de postes spécialisés, les directeurs de décharges et que les classes sont surchargées : c'est inacceptable !

AVIS N° 7 LES TÂCHES ADMINISTRATIVES

Les tâches administratives et les outils se sont considérablement alourdis et complexifiés : dossiers PAI, INTERVENANTS, PPMS, DUERP, ONDE...

L'avalanche de courriels d'interlocuteurs toujours plus nombreux, l'urgence de l'immédiateté pour traiter des demandes institutionnelles constituent autant de pression supplémentaire pour les directeurs

Le CHSCTD demande qu'une rationalisation sérieuse du nombre de courriels soit mise en œuvre. En outre, il demande le respect d'un délai d'au moins 15 jours entre les sollicitations et la réponse attendue.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES :

L'EN adjointe à la DASEN annonce qu'un groupe de travail se réunit une fois par mois pour trouver des solutions afin de réduire le nombre de mails, le nombre d'enquêtes et demandes en tout genre provenant de l'administration.

AVIS 8 REVALORISATION

Le CHSCTD demande une revalorisation conséquente du nombre de points d'indice pour les directeurs, en reconnaissance de la charge de travail.

POUR : 2 FO

NPPV : 3 FSU et 1 UNSA

COMMENTAIRES :

Là encore, aucun commentaire de l'Administration !!! Alors que les DASEN ont touché une prime annuelle de plus de 50 000 en plus de leur salaire !

Morbihan : courrier intersyndical

SNUIPP 56 / SUD Education 56 / SNUDI FO 56 / CGT Educ'action 56

Le 15 janvier 2020

Madame la Directrice Académique,

Vous venez de faire parvenir aux organisations syndicales une invitation à participer à un groupe « Blanchet » 1^{er} degré devant traiter de l'amélioration des conditions de travail des directeurs et directrices d'école.

Si la participation des organisations syndicales à cette réflexion nous semble importante, l'intitulé de ce groupe de travail « Blanchet » nous paraît totalement inapproprié et nous interroge.

En effet, comme vous le rappelez vous-même dans votre courrier, les groupes « Blanchet » traitent des personnels de direction.

Les directeurs et directrices d'école ne sont pas des personnels de direction et, très majoritairement, refusent de le devenir par la création d'un statut spécifique comme l'ont montré les résultats à l'enquête ministérielle.

Pour que le groupe de travail puisse travailler sur des bases les plus sereines possibles, nous vous demandons d'en changer l'intitulé pour le remplacer par exemple par « Groupe de travail sur la direction d'école ».

Veillez croire, Madame La Directrice, en notre attachement au service public d'Éducation.

Pour l'intersyndicale Martine DERRIEN

Evaluations CP/CE1 - le SNUDI-FO écrit au ministre

Montreuil, le 17 janvier 2020

A l'attention de Monsieur le ministre de l'Education nationale

Objet : Evaluations CP/CE1

Monsieur le ministre,

Le SNUDI-FO attire votre attention sur les évaluations CP/CE1 au moment où le calendrier prévoit que les évaluations nationales mi-CP soient réalisées du 20 au 31 janvier 2020.

Le SNUDI-FO vous rappelle que de nombreux enseignants perçoivent cette initiative comme une remise en cause de leur travail et de leur liberté pédagogique. Ils n'acceptent pas d'être relégués à un simple rôle d'exécutant. D'autres considèrent que le contenu n'est approprié ni à leurs élèves, ni à leur besoin.

Même si la « culture de l'évaluation » a été réaffirmée dans le cadre de la loi sur l'école de la confiance dont le SNUDI-FO demande le retrait, aucun texte réglementaire spécifique aux évaluations définissant les objectifs, le calendrier, les conditions dans lesquelles devraient se dérouler ces évaluations n'est paru.

Pour le SNUDI-FO, en l'absence de texte réglementaire, ces évaluations ne devraient revêtir de caractère obligatoire.

De plus, la remontée des évaluations est réalisée par l'intermédiaire d'une plateforme informatique. L'utilisation d'un nouvel outil informatique doit faire réglementairement l'objet d'une étude du CHSCT ce qui n'a pas été le cas.

Enfin, dans certains départements, nos syndicats départementaux nous informent qu'il est demandé aux personnels de se déplacer dans les circonscriptions ou collèges de secteur, sans ordre de mission et en dehors de leurs obligations réglementaires de service, pour récupérer les livrets d'évaluations. Nous vous demandons d'intervenir pour que le cadre réglementaire soit respecté.

Le SNUDI-FO vous demande donc :

Que ses évaluations nationales revêtent un caractère facultatif et que dans le respect de la liberté pédagogique individuelle, de pouvoir utiliser les évaluations nationales en fonction du contexte local ou de pouvoir recourir à ses propres évaluations ;

Qu'aucune sanction ne soit prononcée envers les personnels qui refuseraient de les faire passer, dans leur intégralité ou en partie, ou qui ne feraient pas remonter les résultats ne soient pas sanctionnés ;

Que le CHSCT ministériel soit saisi sur l'utilisation de l'outil informatique destiné à saisir les résultats.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer Monsieur le ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Frédéric Volle, secrétaire général du SNUDI-FO